

# Sécurité

Par Xavier Raufer, *criminologue*

## Le désastre marseillais

Ce ne sont pas les milliards qu'on déverse sur la ville qui désarmeront les caïds, mais bien la justice, quand elle s'en donnera les moyens !



PATRICK LAFRATE

**B**ienvenue au spectacle ! Voici la *commedia dell'arte* marseillaise : les ministres, premier d'entre eux en tête, campent pratiquement sur place... Du social, disent-ils... Et toujours plus de "politique de la ville" ! Oui ! résorbons la misère, répond le chœur des élus locaux. Et pourquoi pas l'armée ? renchérit une sénatrice.

De misérabilisme en coups de menton, de sempiternelles promesses ("Nettoyons les écuries d'Augias !") en risibles diversions ("Les paras à Marseille !"), les milliards s'ajoutent aux milliards. Et les cadavres aux cadavres : 19 au compteur à la mi-novembre. Or, les cadavres de bandits ne sont pas le problème de Marseille – juste le symptôme visible d'un mal infiniment plus sévère : une corruption criminelle tous azimuts qui interdit pratiquement toute action policière ou judiciaire sérieuse.

Réglons une fois pour toutes la question de l'habitat et de l'enclavement. Il est bien sûr souhaitable que les Français jouissent tous d'un logement agréable et sûr – mais il n'en est pas moins certain que même s'il était atteint, cet idéal ne réglerait en rien le problème criminel. Tout criminologue sérieux le sait. Mais hélas, ni les politiciens de gauche ni les Diafoirus sociologues...

**P**renons l'exemple des dernières violences urbaines, incendies criminels et autres affrontements entre voyous et policiers. Ils remontent à l'été 2013 et ont eu pour théâtre Avion (Pas-de-Calais) et Trappes (Yvelines). Deux cités icônes de la fameuse "politique de la ville" ! Avion, expliquait une dépêche AFP du 16 août 2013, « fait l'objet depuis des années d'un important programme de rénovation urbaine et est constituée essentiellement de petits immeubles et maisons. Des rues boisées, des allées piétonnes, parsemées de jeux d'enfants, entourent des constructions à l'aspect propre ». Et voici ce que disait, au même moment, de Trappes, le *Nouvel Observateur* (14 août) : « Un maillage dense d'équipements publics... Bénéficie de toute la panoplie des dispositifs de la politique de la ville prévus par la loi. Rien n'y manque. Des 350 millions de la rénovation urbaine à la zone franche urbaine, sans

oublier les réseaux de réussite scolaire et la zone de sécurité prioritaire. » Sommes-nous à Mogadiscio ?

La corruption criminelle maintenant : à Marseille, nombre des élus localement "stratégiques" vivent en symbiose avec les nervis des "quartiers sensibles". Lisons *Libé* (23 mai 2013) : ces élus font verser « des subventions indues à des associations fictives contrôlées par des caïds de quartier qui se mettent à leur service électoral dans les cités, servent de gardes du corps, etc. En échange, les subventions financent leur train de vie ».

**L**an dernier, la chambre régionale des comptes de Paca a dénoncé ces « détournements de subventions de la Région par des associations fantômes à des fins électoralistes ». Ainsi, le département a distribué plus de 100 millions d'euros à quelque 4 600 associations. Un cousin de la sénatrice militariste a reçu, pour "encourager le sport", 960 000 euros en six ans. La manne se tarit ? Il est embauché par la communauté urbaine de Marseille, d'autres cousins officiant au conseil régional ou au conseil général.

Mêmes causes, mêmes effets : politique clanique et complicités toxiques provoquent le chaos criminel – à Naples comme à Marseille. Des marchés de sécurité sont attribués aux sociétés d'un truand fiché au grand banditisme. Et n'oublions pas l'infiltration criminelle de l'Olympique de Marseille ni les combines du Grand Port maritime. Par capillarité, cette corruption compromet – pas toujours à la base – l'appareil policier et judiciaire régional. Localement, les magistrats ont appris à se taire et préparent clandestinement à Paris les opérations contre le banditisme local. Crainte des fuites oblige...

Et la police ? La dernière fois qu'il a fallu arrêter un gros truand marseillais, l'équipe venue de Paris a dû loger dans une caserne éloignée de la ville et prétendre traquer des "terroristes kurdes" pour que le secret soit gardé. Toute divulgation sur place et l'oiseau se serait envolé – ce qui s'est produit quatre fois en 2012.

Tel est le cloaque marseillais. Et ce ne sont pas des gardiens de la paix supplémentaires qui nettoieront ces écuries-là... ●